



LA SÉCURITÉ AU MEXIQUE

LA SITUATION SÉCURITAIRE AU MEXIQUE

Depuis la transition politique des années 2000 et plus encore depuis le mandat du président Felipe Calderón (2006-2012), puis Peña Nieto (2012-2018), la criminalité n'a cessé d'augmenter au Mexique, avec l'atomisation des organisations criminelles en près de 80 cartels et 300 bandes délinquantes développant une grande diversité d'activités illicites (drogues, trafics, extorsions, enlèvements).

Si les activités liées à la criminalité organisée ne ciblent pas directement les ressortissants étrangers, les affrontements entre trafiquants et forces de sécurité et trafiquants entre eux induisent un risque de collatéralité non-négligeable. En effet, le paysage narco-criminel mexicain a évolué, passant de conflits entre grands cartels à des affrontements plus localisés entre bandes criminelles dissidentes des cartels traditionnels, qui affectent plus fortement les populations locales.

La situation sécuritaire en quelques chiffres

80 cartels et 300 bandes criminelles
5 cartels historiques (Sinaloa, Juárez, del Golfo, los Zetas et los Beltran Leyva)
1 758 municipalités sur 2 458 actuellement sous l'influence des cartels dans le pays
Trafic de drogue : 1 ^{ère} source de revenus du crime organisé
Vols d'hydrocarbures : 2 ^{ème} trafic au pays (1,7M USD de pertes par jour pour PEMEX)
Extorsions virtuelles, enlèvements express
14,07 homicides pour 100 000 habitants (4,6 aux Etats-Unis et 1,3 en France) en 2015 avec plus de 17 000 homicides, en augmentation de 10.56 % en 2016.

Source : INEGI, SEGOB

SECURITÉ PUBLIQUE ET PRIVÉE

D'après l'Enquête Nationale de Sécurité Publique (ENVIPE) publiée par l'Institut National des Statistiques (INEGI) en juillet 2015, les cinq délits les plus souvent commis sont (pour 100 000 habitants) : le vol de voitures (8 978 cas), l'agression sur la voie publique (8 343 cas), l'extorsion (6 752 cas), les cambriolages (5 015 cas) et la fraude (3 426 cas). En 2014, 32 120 kidnappings ont été reportés aux forces de l'ordre dans le pays, soit en moyenne 88 cas par jour. Par ailleurs, ces chiffres excluent la « Cifra Negra », (le fait de ne pas déclarer un délit commis, par peur des représailles) qui s'élève à 92,8% du nombre total de délits. Selon la même enquête ENVIPE 2015, 77,6% de la population se sent menacée par l'insécurité et 68% indique avoir modifié son comportement de peur d'être victime d'un crime ou d'un délit.

Dans ce contexte, la sécurité du citoyen est un enjeu majeur pour la société mexicaine. La confiance dans les forces de l'ordre ne cesse de diminuer et dans de nombreuses villes du pays, l'armée est déployée pour pallier aux forces de l'ordre. 11% des mexicains déclarent n'avoir aucune confiance dans la Police Fédérale.

Ainsi, pour se protéger, la population fait appel à des sociétés privées de sécurité, ouvrant un marché de 10 Mds USD par an (1% du PIB). En 2015, 8 500 entreprises de sécurité employaient quelques 400 000 gardes, mais seules 3 700 d'entre elles sont enregistrées auprès du Ministère de l'Intérieur et moins de 100 bénéficient de certifications reconnues internationalement.

Dans tout le pays et en particulier dans la ville de Mexico, les manifestations quasi-quotidiennes alimentent un contexte social qui génère d'importants besoins en équipement de maintien de l'ordre notamment. De manière générale, et compte tenu de cette situation, il existe des besoins en savoir-faire et en technologies pour approvisionner le pays en solutions innovantes adaptées.

SÉCURITÉ DES SITES SENSIBLES

Avec 78 aéroports, 130 ports, 68 000 km de réseau d'oléoducs et de gazoducs et 188 centrales électriques en activité, la protection des infrastructures stratégiques est un enjeu majeur de la politique sécuritaire au Mexique. Selon l'Enquête Nationale de Sécurité des Entreprises (ENVE) publiée par l'INEGI en 2014, les entreprises mexicaines auraient connu en moyenne 3 363 délits pour 10 000 unités économiques. Le vol et l'agression d'employés (23% des cas), « Robo Hormiga » (vol de matériel de la part des employés – 18%) ainsi que l'extorsion (16,4%) sont les trois délits les plus souvent reportés aux autorités par les entreprises. Ainsi, 13% du secteur entrepreneurial se dit préoccupé par la sécurité de ses installations et 37% par la sécurité de ses employés et de leurs familles.

Un exemple emblématique des besoins prioritaires en sécurité des sites stratégiques est le vol d'hydrocarbures sur plusieurs oléoducs et gazoducs du pays (+55% entre 2010 et 2015). 24 états sont touchés par ces vols dont les pertes sont estimées entre 1,7M et 2,5M USD/jour. C'est le deuxième trafic en valeur après celui de la drogue.

Le Mexique fait partie des pays qui subissent le plus de cyberattaques au monde car il constitue un baromètre stratégique de l'économie nord-américaine, sur les tendances de ce marché. Ces attaques généreraient une perte annuelle d'environ 3 Mds USD pour l'économie mexicaine, soit environ 13 fois plus que la fraude bancaire.

ÉLÉMENTS CLÉS DU SECTEUR

Projets de sécurité fédéraux en cours
Création pour 2018 d'un Centre d'Opérations de la Cyberdéfense (COC) à Mexico dans le but de protéger plus de 600 installations stratégiques du pays avec une allocation de 89 millions d'euros. Rénovation en 2016 des équipements d'écoute et de renseignement du Centro de Investigación y Seguridad Nacional (CISEN).
Création en 2014 d'une 7 ^{ème} division de la Police Fédérale inspirée de la gendarmerie nationale française. 5 000 éléments déployés dans le pays.
Evolution du C-4 en C-5, (Centre de Coordination, de Contrôle, de Commande et de Communications) de l'Etat du Guerrero, géré par l'armée pour la sécurité des municipalités à risques de l'Etat. Développement de ce type de centre dans chaque état.
Rénovation et modernisation du parc de caméras de surveillance de la ville d'Acapulco (Guerrero).
Programme « Escudo Centro »: 6,5 M EUR qui permettront de favoriser une politique de sécurité coordonnée entre Mexico et ses Etats voisins.
Projet de modernisation des systèmes de vidéo surveillance de l'actuel aéroport de la ville de Mexico (Budget de 7M EUR).
Opportunités d'affaires pour sécuriser le nouvel aéroport de la ville de Mexico (budget 1% du total du projet).
Mise en place progressive du « Mando Unico », projet politique et phare du gouvernement visant à regrouper sous un commandement unique 72% des 2 500 polices municipales en 32 entités, couvrant 85 % de la population mexicaine et représentant 237 000 policiers.

OPPORTUNITÉS POUR L'OFFRE FRANÇAISE :

Segment 1 : Sécurité du citoyen / Sécurité civile

- **Surveillance/ Communications** : solutions de contrôle d'accès, alarmes, périmétrage, équipements de vision nocturne et de protection personnelle et industrielle, caméras infrarouges, systèmes de vidéosurveillance et d'anti-intrusion, centres de contrôle et de surveillance globale à l'image du C5 (Thalès) de la ville de Mexico devenu une référence mondiale.
- **Renforcement de la protection civile** : Plan MX pour améliorer la coordination des secours en cas de catastrophe.
- **Mobilité** : véhicules blindés de transport ; véhicules blindés avec containers logistiques, logements de secours, tentes fonctionnelles ; équipements mobiles pour la localisation et

identification de plaques d'immatriculation ; équipements mobiles de numérisation; véhicules hybrides.

- **Armement** : munitions ; fusils électro-optiques de précision; protection balistique; armement non létal; uniformes de campagnes avec couverture anti-feu, acide et coupure.
- **Communications** : interception, collecte et traitement de voix et des données, communications mobiles, dispositifs de géolocalisation des équipements et du personnel, gestion des inventaires, systèmes satellites et GPS.

Segment 2 : Protection des infrastructures critiques et réseaux

- **Formation** du personnel de sécurité.
- **Sûreté physique des sites** : de sa conception à son exploitation et son développement, en passant par sa construction et son maintien en condition opérationnelle.
- **Surveillance aérienne** : drones, imageries nocturne et thermique, satellites.

CLEFS D'ENTREE SUR LE MARCHÉ :

- Forte concurrence américaine, israélienne et asiatique.
- Partenariat commercial nécessaire voire stratégique selon les produits/services.
- Un importateur distributeur est indispensable.
- Législation complexe et évolutive selon les états.
- Marché des drones, en pleine expansion, dans un cadre juridique quasi vierge.
- Référencement auprès des entreprises nationales, grâce à un agent local expérimenté.
- Prévoir des démarches administratives relativement longues (permis du Ministère de la Défense (SEDENA), formalités douanières, etc.).

LES ACTEURS LOCAUX

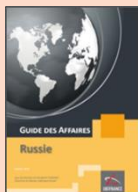
SECTEUR PUBLIC

- **Niveau Fédéral:**
 - Ministère de l'Intérieur (Secretaría de Gobernación – SEGOB), Comisión Nacional de Seguridad (Comisión Nacional de Seguridad – CNS), Ministère de la Défense (Secretaría de Defensa Nacional - SEDENA), Ministère de la Marine (Secretaría de Marina – SEMAR).
 - Procuraduría General de Justicia (PGJ), Procuraduría General de la Republica (PGR), Police Fédérale (PF).
- **Niveau Etatique:**
 - Ministère de la Sécurité Publique des États (Secretaría de Seguridad Pública Estatal – SSP), en particulier des Etats frontaliers (Nord et Sud), et de la ville de Mexico.
- **Niveau Municipal :**
 - Police Municipale propre à chaque municipalité.
- **Entreprises publiques:**
 - PEMEX (sécurité des installations pétrolières), CFE (sécurité des installations électriques).
 - La Reforme Energétique engagée par le Président Peña Nieto depuis 2012 ouvre l'exploitation pétrolière et électrique aux multinationales de l'énergie soucieuse de sécuriser leurs installations.
- **Présence française :**
 - Attachés de Sécurité Intérieure et Attachés de Défense à l'Ambassade de France.

SECTEUR PRIVÉ

- **Grands groupes aéroportuaires (78 aéroports):**
 - OMA (Nord), GACM (Ville de Mexico), ASUR (Sud), ASA (Centre-Est).
- **Groupes miniers locaux et internationaux:**
 - Grupo Peñoles, Grupo Mexico, Goldcorp, Rio Tinto.
- **Groupes de construction et BTP :**
 - Grupo Carso, Salinas, Hermes, ICA Fluor, OHL, Cimesa.
- Forte présence des **grands groupes aéronautiques et de défense français** (Airbus, Safran, Thalès, Dassault).

POUR ALLER PLUS LOIN



Procurez-vous le Guide des affaires Business France au Mexique

Pour comprendre les spécificités commerciales de ce pays et vous aider à faire les bons choix : de l'information très opérationnelle assortie de conseils précieux.

Commandez-le...

<http://export.businessfrance.fr/001B1505058A+guide-des-affaires-mexique-2015.html?xtatc=int-1170>

Retrouvez toutes les publications Business France sur le Mexique en suivant ce lien :

<http://export.businessfrance.fr/librairie/resultat.html?lv=2&src=pa&geo=MX&sct=>

Retrouvez la carte des risques sécuritaires du ministère des affaires étrangères français sur :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/mexique/>

Participez aux « Colloque **Sécurité Publique, Sécurité Privée, Protection Civile et Surveillance des sites sensibles et stratégiques** – Mexico – du 07 novembre au 10 novembre 2016 ».

Rencontrez les principaux donneurs d'ordre dans le domaine de la sécurité publique et la protection des sites sensibles au Mexique.

Bénéficiez d'un tarif spécial de 2 100 EUR.

Pour toute information relative à ce secteur d'activité, contactez :

Andrea Tiburcio, Conseillère Export Industries & Cleantech

Tél. : +52 55 91 71 98 28

Email : andrea.tiburcio@businessfrance.fr

Retrouvez le détail de nos produits sur : www.export.businessfrance.fr

AUTEUR

BUSINESS FRANCE Mexique Bureau de Mexico

Adresse : Lafontaine 32, Colonia Polanco Chapultepec
C.P. 11560 Ciudad de Mexico

Rédigée par : Jean-Baptiste POIRAUD, Chargé de développement

Revue par : Andrea TIBURCIO, Conseillère Export

Version originelle du 31/08/2016

© 2016 - BUSINESS FRANCE

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de Business France, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE

Business France ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Business France ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.

© 2016 - BUSINESS FRANCE

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de Business France, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE

Business France ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Business France ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.